

ACCORD-CADRE
FOURNITURES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Le pouvoir adjudicateur :

CENTRE HOSPITALIER ALPES-ISERE

3 RUE DE LA GARE

38120 SAINT-EGREVE

**ACQUISITION, MISE EN ŒUVRE ET MAINTENANCE
D'UNE TABLE DE RADIOLOGIE FIXE TELECOMMANDEE
D'OCCASION
AU CENTRE HOSPITALIER ALPES-ISERE
AVEC DEPOSE ET REPRISE DE LA TABLE EXISTANTE**

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DU CENTRE HOSPITALIER ALPES-ISERE	4
1.1. MISSIONS ET CHIFFRES	4
1.2. PERIMETRE GEOGRAPHIQUE	4
1.3. LE SITE CENTRAL OU SITE INTRA-HOSPITALIER	5
1.4. LE POLE LIAISONS-URGENCES-SPECIALITES (PLUS)	8
1.5. DESCRIPTION DU PROJET	8
1.5.1. Contextualisation	8
1.5.2. Contenu du projet	8
2. OBJET ET FORME DU MARCHE	8
2.1. OBJET DU MARCHE	8
2.2. LIEUX D'EXECUTION	9
3. RADIOLOGIE EXISTANTE A DEPOSER ET A REPREDRE	9
3.1. DESCRIPTIF DES EQUIPEMENTS A DEPOSER	9
3.2. EVACUATION DES MATERIELS DEPOSES ET TRAITEMENT DES DECHETS	9
3.3. OFFRE DE REPRISE DE LA TABLE DE RADIOLOGIE EXISTANTE DEPOSE	9
4. DESCRIPTION DE LA TABLE DE RADIOLOGIE D'OCCASION A FOURNIR	9
4.1. CARACTERISTIQUES GENERALES	9
4.2. CARACTERISTIQUES DETAILLEES	10
4.3. NORMES	10
4.4. PRESTATIONS ASSOCIEES	10
4.4.1. Installation des équipements	10
4.4.2. Contrôle radioprotection	11
4.4.3. Documentation technique et d'utilisation	11
4.5. DEROULEMENT DU CHANTIER	11
4.5.1. Planning	11
4.5.2. Consignations	11
4.5.3. Habilitations et identification du personnel	11
4.5.4. Contrôles réglementaires	12
4.5.5. Réunions contractuelles	12
4.5.6. Propreté et dépose des anciennes installations	12
4.5.7. Horaires de travail	13
4.5.8. Transport et stockage	13
4.5.9. Responsabilité	13
4.5.10. Obligations du titulaire	13
4.6. ESSAIS	14
4.7. RECEPTION DES EQUIPEMENTS	14
4.7.1. Condition de réception technique	14
4.7.2. Levée des réserves et réception finale	14
4.8. MISE EN SERVICE	15
4.9. PIECES DE RECHANGE	15
4.10. FORMATION DU PERSONNEL ET TRANSFERT DE COMPETENCE	15
5. GARANTIE ET MAINTENANCE	15
5.1. CONTINUITE DE SERVICE	15
5.2. GARANTIE DES FOURNITURES	15
5.3. GARANTIE D'EXPLOITATION	16
5.4. MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS (CONTRAT D'ENTRETIEN)	16
6. MODALITES DE SUIVI DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	16
6.1. AFFECTATION D'UN ROC	16
6.2. CONSEIL, SUIVI DE LA PRESTATION, PLAN DE PROGRES	16
6.3. COMITE DE PILOTAGE ANNUEL	16
6.4. EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION	17
6.5. CRITERES QUALITE DE LA PRESTATION	17
7. POLITIQUE RSE	17
7.1. ACHATS EN FOURNITURES ET EQUIPEMENTS OBJETS DU MARCHE	17
7.2. DEVELOPPEMENT DURABLE	17
7.3. SOCIALE	18

TABLE DES ILLUSTRATIONS

TABLEAU 1 : ADRESSE GEOGRAPHIQUE DU SITE INTRA-HOSPITALIER 5

FIGURE 2 : LE CH ALPES ISERE EN INTRA-HOSPITALIER 5

FIGURE 3 : LE PLAN EN INTRA-HOSPITALIER 5

FIGURE 4 : LE PLAN DE L'EXTRA-HOSPITALIER ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

1. Présentation du Centre Hospitalier Alpes-Isère

1.1. Missions et chiffres

Le Centre Hospitalier Alpes-Isère (CHAI) est un Établissement Public de Santé Mentale (EPSM) situé à Saint-Egrève dans l'Isère, créé en 1812. Desservant 800 000 habitants sur les deux tiers Sud-Isère, le CHAI est un acteur majeur du soin psychiatrique en Auvergne-Rhône-Alpes. Pour atteindre ses objectifs de qualité, l'établissement a modernisé son offre de soins pour rester en adéquation avec les évolutions environnementales et sociétales.

Le CHAI en chiffres :

- 2^e** établissement de santé mentale en Auvergne-Rhône-Alpes
- 1 700** professionnels de santé
- 120** structures de soins dans le territoire Sud-Isère
- 19 000** patients pris en charge par an
- 320** lits
- 6** pôles cliniques & **4** pôles supports
- Un budget annuel de **100** millions d'€
- Environ **110** millions d'€ dans la modernisation et la reconstruction du CHAI

1.2. Périmètre géographique

Le Département de l'Isère est l'un des plus grands et peuplés de France avec une superficie de 7.241 km² et une population de près de 1,3 millions d'habitants. Composé d'une grande diversité de territoires, il s'étend de la vallée du Rhône aux Alpes.

Le CH Alpes-Isère assure le service public de santé mentale au sein du territoire sud-Isère, à la fois en intra-hospitalier et en extra-hospitalier, sur une zone s'étendant : au Nord aux confins de la Bièvre, au Sud au cœur des vallées de l'Oisans, à l'Ouest sur le Vercors et le pays de St Marcellin jusqu'à la Drôme, et il comprend à l'Est le Grésivaudan, les cantons du Trièves et la Matheysine.

L'établissement comprend un site d'hospitalisation à Saint-Egrève de 320 lits (site intra-hospitalier) entièrement rénové, et 85 structures de soins¹ (structures extra-hospitalières) insérées dans le territoire du département de l'Isère. Chaque année, 30.000 personnes bénéficient de soins et prestations dispensés par ces professionnels. Le personnel est composé de 130 médecins et 1.700 employés.

Le site d'hospitalisation en intra-hospitalier de Saint-Egrève a été entièrement reconstruit depuis 2013 :

- 2013 : nouvelle plateforme logistique accueillant le Pôle Ingénierie-Logistique-Sécurité (PILS).
- 2015 : bâtiment de soins du pôle Troubles du Spectre Autistique (PTSA).
- 2016 : bâtiment de psychiatrie adulte 1 pour le pôle Grenoble Grésivaudan (PGG) représentant 4 unités adultes de 25 lits, d'une surface de 5000 m².
- 2018 : bâtiment de psychiatrie adulte 2 pour le Pôle Voironnais (PV) représentant 4 unités adultes de 25 lits, d'une surface de 5000 m².
- 2020 : bâtiment pour le Pôle Liaison Urgences Spécialités (PLUS) qui représente une trentaine de lits, ainsi que le plateau technique des spécialités.
- 2021 : Bâtiment de soins du Pôle Drac Trièves Vercors (PDTV), entièrement rénové.

De même, le CH Alpes-Isère se réorganise en extra hospitalier et créé des plateaux de santé en ville, comme le Centre Ambulatoire de Santé Mentale (CASM) à Saint-Martin d'Hères qui a ouvert en décembre 2018, d'une superficie de 3500 m², en partenariat avec le CHU de Grenoble. D'autres plateaux ont été ouverts en 2019, à Seyssinet et à la Côte Saint André, et en 2020 au centre de Grenoble (Colibris).

¹ Extrahospitalier : structures de soins départementales en établissement public en santé mentale : l'HDJ : Hospitalisation de jour, CMP : Centre Médico-Psychologiques et CATTP : Centre d'Accueil Thérapeutique à temps partiel.

1.3. Le site central ou site intra-hospitalier

L'intra-hospitalier est constitué par l'hôpital du Centre Hospitalier Alpes-Isère, appelé site central. Il est situé sur la commune de Saint-Egrève (38120) à proximité immédiate de l'autoroute A480 et de l'entrée sur la Rocade Nord de l'agglomération Grenobloise accueillant actuellement 320 patients en hospitalisation complète.

La superficie du site central de 21 hectares.

Tableau 1 : Adresse géographique du site intra-hospitalier

Site central CH Alpes-Isère		
3 Rue de la Gare	38120	SAINT EGREVE

Figure 2 : Le CH Alpes Isère en intra-hospitalier



Figure 3 : Vu drone du site central



Crédit photo : Gregory SCOTT HOLMES- HOLMES VISUAL MEDIA

Figure 4 : Plan intra-hospitalier



Direction de la communication du CHAI | Novembre 2022

Directions et fonctions supports

- 3**
- Directions
 - Equipe Opérationnelle d'Hygiène (EOH)

- 5**
- Accueil/Standard
 - Bureau Des Entrées (BDE)
 - Qualité/Gestion des risques
 - SAGI
 - Service Sécurité

- 33**
- Cuisine centrale**

- 38**
- Pôle Ingénierie Logistique et Sécurité (PILS)**
- Achats
 - Logistiques et transports
 - Pharmacie
 - Plateforme logistique
 - Reprographie
 - Réseaux et énergie
 - Services techniques

- 43**
- Centrale thermique**

- 100**
- Locaux formations incendie et GSU**

- 110**
- Direction des Ressources Humaines**

Vivre ensemble

- 2**
- Aumônerie
 - Chambre de garde des internes

- 8**
- Bâtiment Saint-Ferriol**
- Restaurant du personnel
 - Salle de réunion Jongking
 - Service formation continue

- 8bis**
- Syndicats**

- 15**
- Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI)
 - Institut de Formation Aide-Soignant (IFAS)
 - Archives

- 15bis**
- Extension IFSI - IFAS**

- 16**
- Centre de documentation**

- 24**
- Bibliothèque
 - Cafeteria
 - Maison des Usagers (MDU)
 - Unité de Médiations Thérapeutiques et de Sociothérapie (UMTS)

- 29**
- CGOS - Service Social du personnel
 - Prévention des risques professionnels

- 31**
- Chapelle**

- 53**
- Service de santé au travail
 - Service des majeurs protégés

- 56**
- Excelsior**

- 62**
- Syndicats**

- 201**
- Gymnase**

Pôles cliniques - Unités de soins

Pôle Drac Trièves Vercors (PDTV)

- 6**
- Unité Gaïa

- 21**
- Unité Hélios
 - Unité Phénix
 - AFT - Accueil Familial Thérapeutique
 - CALIPSO - Centre Ambulatoire de Liaison, Intervention Précoce, Suivi et Orientation
 - Chefferie de pôle

- 198**
- UPRA - Unité des Psychoses Résistantes Actives

Pôle Grenoble Grésivaudan (PGG)

- 199**
- Unité 1 Camille Claudel
 - Unité 2 Henri Matisse
 - Unité 3 Arthur Rimbaud
 - Unité 4 Jacques Prévert
 - Espace Invictus
 - Chefferie de pôle

Pôle Infanto-Juvenile (PIJ)

- 25**
- Unité Tony Lainé

- 27**
- CMP enfant Les Villas

- 198**
- Chefferie de pôle

Pôle Liaison, Urgence et Spécificités (PLUS)

- 202**
- Unité APEX
 - Unité Georg Groddeck
 - Diététique
 - Kinésithérapie
 - Neurologie et EEG
 - Radiologie
 - Réseau bucco-dentaire
 - Spécialités médicales
 - Vidéo thérapie
 - Chefferie de pôle

Pôle Voironnais (PV)

- 200**
- Unité 1 Claude Debussy
 - Unité 2 Edith Cavell
 - Unité 3 Hector Berlioz
 - Unité 4 Igor Stravinsky
 - Espace Maurice Ravel
 - Chefferie de pôle

Pôle Troubles du Spectre de l'Autisme (TSA)

- 198**
- Adultes**
- Unité 3 PAJ - Plateau Ambulatoire de Jour
 - Unité 4 Hospitalisation complète
 - EMIL - Equipe Mobile Iséroise de Liaison
- Enfants**
- UJA - Unité de Jour Autisme
 - USP - Unité de Soins Précoces
 - CADIPA - Centre Alpin de Diagnostic Précoce de l'Autisme
 - EMISS - Equipe Mobile Interdisciplinaire Sanitaire et Sociale
- Chefferie de pôle**

1.4. Le pôle Liaisons-Urgences-Spécialités (PLUS)



Le PLUS est un pôle transversal et de spécificités qui regroupe les urgences, la médecine interne et les spécialités, l'addictologie et le C3R.

Il intervient en support sur ses champs de compétences au service des pôles de psychiatrie générale adultes et infanto-juvénile.

Son implantation sur le territoire couvre les urgences au CHU de Grenoble ainsi qu'au CH de Voiron et ce en articulation avec l'APEX, l'unité de post urgence du CHAI. Le PLUS, de par son positionnement et sa pratique, est en articulation constante avec l'ensemble des acteurs du soin, hôpitaux et cliniques privées ainsi que le dispositif médicosocial et social implanté sur le territoire du CHAI.

La prise en charge somatique, dimension majeure dans la prise en charge globale des affections psychiatriques, est assurée par une équipe de médecins généralistes, spécialistes et chirurgiens dentaires qui s'appuient sur un plateau technique de radiologie conventionnelle et d'EEG ainsi qu'un ensemble de professionnels divers, dont les kinésithérapeutes et les diététiciennes.

Il comporte des plateaux techniques tel que la salle de radiologie télécommandée, et dispose de manipulateurs en radiologie.

1.5. Description du projet

1.5.1. Contextualisation

Le Centre Hospitalier Alpes-Isère (CHAI) a choisi d'être pleinement acteur dans la maîtrise de ses fonctionnements, en autonomie.

Dans le cadre de sa démarche d'amélioration de la qualité et de respect de la réglementation, le CHAI souhaite moderniser et rationaliser les dispositifs médicaux de radiologie et leurs maintenances associées.

Les services techniques et le service biomédical ainsi que le service de radiologie seront les interlocuteurs privilégiés durant l'exécution du marché. Le titulaire rendra compte de l'avancée de sa mission auprès de ces interlocuteurs, en déclinant un véritable partenariat avec l'établissement favorisant l'adaptation de l'organisation mise en place.

L'activité radiologique représentait en 2024 environ 1222 actes de radiologie, soit une progression de 4.98% depuis 2023.

1.5.2. Contenu du projet

Le projet consiste à acquérir une table de radiologie conventionnelle **d'occasion** en lieu et place et en remplacement de la table actuelle.

Le projet inclut donc la dépose et la reprise de l'actuelle table de radiologie et de ses panneaux de commande, l'installation et la mise en service d'une nouvelle salle de radiodiagnostic avec table télécommandée **d'occasion**.

Ces équipements sont destinés au service d'imagerie médicale du Centre Hospitalier Alpes Isère (CHAI) dont la salle de radiologie est dans le pôle PLUS bâtiment 202 sur le plan.

La formation des utilisateurs, la maintenance et le contrôle qualité initial de ces installations radiologiques devront être inclus.

Le contrôle qualité externe et le contrôle de radioprotection externe seront à la charge du CHAI.

2. Objet et forme du marché

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet :

1. La dépose et la reprise (sur la base d'une offre financière) de la table de radiologie existante.

La dépose comprend :

- Le démontage de la radiologie existante et de ses équipements annexes.
- Le nettoyage et les aménagements nécessaires pour préparer l'étape suivante.

2. L'achat, la mise en œuvre (fourniture, pose, raccordement et démarrage) d'une table de radiologie-salle de radiologie fixe télécommandée d'occasion récente (moins de 15 ans), avec ses panneaux de commande.

Sont inclus :

- a. Le dossier d'étude comprenant les plans et le dossier technique pour la mise en place de la nouvelle table, systèmes télécommandés compris, en conformité avec le présent CCTP.
- b. La documentation technique détaillée du fonctionnement de la table.
- c. Le transfert de compétence aux techniciens de l'hôpital pour leur totale autonomie pour assurer le fonctionnement et la maintenance de premier niveau sur les équipements fournis et installés.

3. La maintenance de la nouvelle table.
4. Les fournitures et les prestations afin de réaliser les contrôles nécessaires à ce type d'installation en conformité avec la réglementation en vigueur.

2.2. Lieux d'exécution

La prestation aura lieu intégralement au bâtiment 43 « Centrale thermique » du CH Alpes-Isère à Saint-Egrève (38120).

3. Radiologie existante à déposer et à reprendre

3.1. Descriptif des équipements à déposer

L'entreprise aura à sa charge la dépose et l'enlèvement de l'ensemble des équipements de radiologie actuels y compris les commandes déportées et les accessoires associés, présents dans le local radiologie actuel.

L'installation actuelle à déposer comporte les éléments suivants :

- Une table télécommandée, de marque STEPHANIX, modèle Evolution HV, n° de série 020119E, mise en service le 19 janvier 2002,
- Un générateur Rx de marque TROPHY, modèle N 800 HF, n° de série 800 214, mis en service le 30 mai 1996,

Le génie civil du sol sera nettoyé et si nécessaire gratté et repris pour assurer de disposer d'une embase intègre pour accueillir la table de radiologie de remplacement.

Les travaux de démontage seront décrits par l'entreprise dans un mémoire technique dédié.

3.2. Evacuation des matériels déposés et traitement des déchets

L'entreprise devra planifier l'évacuation de l'ancienne table de radiologie hors du site du CHAI et son retraitement ou destruction dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le traitement des déchets se fera conformément aux règlements spécifiques en vigueur pour chaque matière ou matériels.

3.3. Offre de reprise de la table de radiologie existante déposé

L'entreprise proposera une offre financière de reprise de la table de radiologie existante et de ses équipements, déposés par ses soins.

4. Description de la table de radiologie d'occasion à fournir

4.1. Caractéristiques générales

Salle de radiodiagnostic, avec table télécommandée à hauteur variable et chaîne d'acquisition et de visualisation d'images.

Activités prévues : l'ensemble des examens d'imagerie conventionnelle : ostéoarticulaire, radiographie pulmonaire et ASP.

Stockage : les images seront stockées dans le PACS SYNAPSE, la connexion au PACS est incluse dans la prestation.

Nombre d'actes réalisés : 1 222 en 2024.

4.2. Caractéristiques détaillées

Caractéristiques minimales demandées : pour la salle avec table télécommandée et chaîne d'acquisition et de visualisation d'images :

Table télécommandée :

- Table télécommandée, à focale variable, minimum 1,10 à 1,50m
- Pupitre de commande, avec répétition des commandes au niveau de la table
- Grande ergonomie de la table et accessibilité autour du patient (y compris par l'arrière du plateau)
- Table à hauteur variable avec marche pied fixé au sol si hauteur variable minimale n'arrive pas à 65 cm
- Plateau de table, peu absorbant, à grands débattement latéral, longitudinal et basculement à +90°
- Couverture du patient totale de la tête aux pieds
- Possibilité de réaliser des grands clichés jusqu'à 30X120
- Possibilité de faire des clichés en direct pied en charge
- Dimension du capteur : 43x43 fixe, 36x43 mobile
- Angulation de la colonne +40°/-40°
- Diaphragme automatique et centreur lumineux, +/- caméra de pré centrage
- Rotation du tube +/-180°
- Moniteur derrière le paravent plombé, et pédale de scopie
- Accessoires de base (2 jeux de poignées de maintien, marchepied, cône localisateur...)
- Plateau supportant une charge de 150 kg en mouvement

Générateur haute tension et le(s) tube(s) à rayons X :

- 65 KW HF/130 KV et suffisant puissant pour des patients corpulents
- Exposeur automatique, libre choix des techniques
- Contrôle, affichage et impression de la dose patient obligatoires
- Tubes double foyers, et adaptés aux conditions de travail d'une salle télécommandée polyvalente.

Interface avec le PACS

- Interface de transfert des images qui seront stockées dans le PACS SYNAPSE

4.3. Normes

Le titulaire s'engage à proposer les installations définies dans le présent CCTP conformément aux prescriptions des normes et réglementations en vigueur applicables à ce type d'installation qui seront précisées.

Le personnel sera qualifié pour assurer les installations, les réglages et autres prestations nécessaires.

Il obtiendra toutes les attestations et autorisations requises par les pouvoirs publics et les autorités compétentes et en supportera les frais.

4.4. Prestations associées

4.4.1. Installation des équipements

La prestation inclut l'installation complète des équipements conformément à la réglementation.

Dans sa réponse, le candidat devra être très précis sur les prestations incluses et celles exclues de son offre : exemple : mise en place des voyants de mise sous tension et d'émission de Rayons X.

Le fournisseur proposera le plan d'implantation de ses équipements.

4.4.2. Contrôle radioprotection

Le candidat doit intégrer dans son offre de base le contrôle complet de l'installation (plan, contrôle radioprotection, rapport) par un organisme agréé. Il fournira la fiche d'identification du générateur pour l'ASN.

4.4.3. Documentation technique et d'utilisation

La prestation comprend la fourniture de l'ensemble des documentations :

- Techniques
- De dépannage de premier niveau
- De maintenance de base à la charge de l'hôpital
- D'exploitation

Fournies aux formats PDF et papier.

4.5. Déroulement du chantier

4.5.1. Planning

L'entreprise fournira 1 mois avant le début des travaux un planning définitif de l'installation, détaillant :

- L'enchaînement des tâches en précisant notamment les points critique pouvant impacter les opérations du CHAI
- Le nombre d'intervenants pour chaque tâche
- Les opérations particulières : manutention, levage, transports, manipulation d'équipements, etc...

4.5.2. Consignations

Les consignations et déconsignations électriques nécessaires seront réalisées par le chargé de consignation représentant des services techniques du CHAI.

Les consignations et déconsignations sont délivrées par inscription sur le cahier d'ordres, qui est rédigé par le chargé de consignation du CHAI.

L'entreprise fait ses demandes de consignation et déconsignation au minimum 1 semaine à l'avance.

Juste avant la coupure d'une installation, le représentant du service électrique s'assure auprès des services concernés que la coupure est possible.

Aucune coupure ne sera autorisée sans accord préalable de cette personne, ce qui veut dire qu'une coupure même programmée longtemps à l'avance peut être reportée au dernier moment, l'entreprise en tient compte dans son offre.

4.5.3. Habilitations et identification du personnel

L'entreprise titulaire du présent dossier devra attester des qualifications nécessaires à l'installation et au démontage d'équipement de radiologie.

Le CH Alpes-Isère se réserve le droit de demander son titre d'habilitation à tout moment et à toute personne. Tout manquement est sanctionné par une exclusion du chantier.

L'entreprise doit fournir une liste de son personnel avec nom, prénom et photo (y compris tous les sous-traitants) susceptibles de travailler sur le chantier pour établissement des badges d'accès.

Toute personne de l'entreprise, dès lors qu'elle intervient sur le site, devra obligatoirement porter ce badge.

Les véhicules de l'entreprise seront identifiés avec un logo ou un marquage provisoire indiquant le nom de l'entreprise.

Le PPR en vigueur au CH Alpes-Isère devra être signé par le titulaire en préalable au démarrage de la prestation.

4.5.4. Contrôles réglementaires

Les installations sont contrôlées par le bureau de de contrôle agréé APAVE (marché UNIHA).

Cet organisme est rémunéré par le maître d'ouvrage. En fin de chantier, c'est cet organisme qui délivre le certificat de vérification initiale, vierge de toute remarque, indispensable avant toute mise sous tension des installations et remise à l'exploitant.

L'entreprise réalise, à ses frais et sans supplément de prix, tous les travaux de mise en conformité des installations suite aux remarques de cet organisme de contrôle réglementaire.

4.5.5. Réunions contractuelles

Avant le début des travaux, une réunion d'ouverture de chantier et d'enclenchement des travaux sera organisée par le titulaire en présence du maître d'ouvrage, le CH Alpes-Isère. Le compte-rendu de cette réunion sera rédigé par l'entreprise et proposée au CH Alpes-Isère pour validation.

Cette réunion aura pour objet de s'assurer que les préalables sont remplis pour assurer le démarrage de la prestation :

- Respect du PPR en vigueur du CH Alpes-Isère.
- Respect des règles de sécurité.
- Formalités d'accès au site.
- Mode d'entrée et de sortie des matériels et équipements.
- L'entreprise remet et fait valider au CH Alpes-Isère le dossier d'installation pour la mise en place de la nouvelle table.
- L'entreprise présente le planning prévisionnel détaillé sous forme de diagramme GANTT.
- A l'issue de cette réunion, une inspection commune des installations aura lieu et les points évoqués seront consignés dans le compte-rendu rédigé par l'entreprise.

Pendant la phase des travaux, des réunions de chantier régulières sont programmées, à minima 1 fois par semaine. Elles se tiennent sur site et rassemblent les représentants du maître d'ouvrage, éventuellement du bureau de contrôle qui accompagne le CH Alpes-Isère (APAVE), et de l'entreprise.

Les réunions sont contractuelles au sens où les décisions qui y sont prises valent ordre pour l'entreprise pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une remise en cause des principes du projet ou d'incidence sur les dépenses au-delà d'un montant à arrêter par le maître d'ouvrage.

4.5.6. Propreté et dépose des anciennes installations

L'entreprise aménage dans la zone chantier une aire de stockage équipée si besoin d'une benne pour recevoir les équipements provenant du démontage. Cette aire sera bâchée en permanence. Le titulaire du présent marché aura à charge la gestion de cette aire.

Ces enlèvements respecteront les réglementations en vigueur (notamment le tri des déchets), conformément à la loi du 15 juillet 1992.

Le titulaire devra indiquer, pour chaque type de déchet généré par les prestations liées au marché (chiffons souillés, gravois, câbles, ferrailles déchets d'emballage...), ce qui est prévu. Le titulaire s'engagera à respecter la législation en vigueur notamment pour le transport et le traitement des déchets.

Pour chaque enlèvement de déchet le titulaire devra fournir un bordereau de suivi de déchets attestant de la prise en charge et de l'élimination par une filière agréée.

En règle générale, les nettoyages seront effectués pour une tenue constante du chantier en parfait état de propreté.

L'entreprise devra également procéder aux nettoyages complets des matériels ou appareils fournis et mis en place.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité le cas échéant, de faire procéder, par l'entreprise de son choix, aux nettoyages complémentaires qu'il jugera indispensable à la charge du titulaire.

Les décisions du maître d'ouvrage ne pourront faire l'objet d'aucune contestation.

4.5.7. Horaires de travail

Les horaires normaux de travail sur le site sont de 7h30 à 17h.

Pour des besoins ponctuels de travail hors horaires ci-dessus, par exemple lors des travaux sous coupure la nuit ou le week-end, l'entreprise informe le service réseaux-énergies-automatismes de l'établissement 15 jours à l'avance.

4.5.8. Transport et stockage

Le transport, le stockage puis l'installation des appareils doivent impérativement conserver leur fiabilité.

L'entreprise doit préciser les procédures qu'elle a retenu pour transporter les appareils, et celles qu'elle a retenues pour les stocker (stockage intermédiaire chez un garde et/ou stockage temporaire sur le chantier).

En cas de stockage en extérieur sur le chantier, l'entreprise prévoit le conditionnement nécessaire afin d'éviter toute corrosion du matériel.

4.5.9. Responsabilité

L'entreprise propose une installation "clef en main". Elle doit donc s'assurer que sa fourniture est suffisante et adaptée au bon fonctionnement. Elle doit compléter ou proposer des ajustements, si nécessaire, sur le présent CCTP pour assurer ce bon fonctionnement.

L'entreprise est entièrement responsable de la fourniture, de l'installation et de la mise en marche de tous les équipements qu'elle fournit.

L'entreprise titulaire du marché aura à sa charge la coordination de ses éventuels sous-traitants qu'il devra déclarer conformément au code de la commande publique.

4.5.10. Obligations du titulaire

L'ensemble des prestations mentionnées dans ce marché doit être réalisé selon un calendrier, fixant les phases clefs et remis lors de la soumission et complété par un planning détaillé des opérations.

Le marché s'applique à tous les travaux et fournitures nécessaires pour une exécution conforme aux règles de l'art, et à l'ensemble des règlements en vigueur à la date du CCTP. L'adjudicataire gardera une obligation de résultat relative au fonctionnement et à la surveillance de l'ensemble.

Les fournitures, installations, recette et mise en exploitation des systèmes de production, de transformation et de distribution et de tous les accessoires s'y rapportant (même s'ils ne sont pas expressément décrits dans ces documents) sont à la charge du titulaire du marché. La réalisation devant être effectuée dans les règles de l'art.

L'entreprise ne pourra pas d'elle-même modifier quoi que ce soit aux données du CCTP, mais elle devra signaler tous les changements qu'elle croira utile d'y apporter ; elle fournira tous renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semble douteux, non conforme ou incomplet dans la proposition.

Faute de se conformer à ces prescriptions, elle deviendra responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

Les matériaux, appareils et accessoires à utiliser devront être homologués, conformes aux normes françaises.

Les installations électriques devront satisfaire aux normes et décrets en vigueur par la réglementation électrique.

L'entreprise devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la dégradation des équipements dont il est responsable jusqu'à la réception.

Toute remise en état sera réalisée aux frais de l'entreprise et sans indemnité.

Le titulaire du marché prend en charge tout ce qui concerne les moyens de transport, de levage, des matériels et matériaux, et de toutes les sujétions normalement prévisibles liées au chantier (passages des câbles, exécutions de caniveaux, enlèvement et élimination de gravats, rebouchages et reprises, nettoyages etc..) à l'intérieur des locaux mais également à l'extérieur (notamment voiries, faux-plafond, gaines et planchers...).

4.6. Essais

La table de radiologie proposée subira les essais effectués conformément à la norme en vigueur.

Les essais sur site seront entrepris dès que le montage sera entièrement terminé.

Les essais préliminaires de bon fonctionnement sont à la charge de l'entreprise qui assurera notamment la fourniture des consommables pendant les essais.

Un compte rendu des essais réalisés sera remis au CH Alpes-Isère et comprendra essentiellement :

- Des essais des fonctionnements mécaniques et des télécommandes.
- Des simulations de fonctionnement et de contrôle des protections.
- Des essais à vide et des essais en réel.

L'entreprise présentera les équipements et la centrale en ordre normal de marche et de propreté, garni de tous les ingrédients nécessaires à la mise en route et des dispositifs pour les essais.

Aucun banc de charge pour essais n'est à prévoir.

4.7. Réception des équipements

4.7.1. Condition de réception technique

D'une manière générale, les conditions particulières de réception et d'essais ci-après sont imposées à l'entreprise pour tout ce qui touche les équipements ou les installations réalisées au titre des travaux objet du dossier.

Lorsque l'ensemble des travaux sera terminé, il sera procédé à la réception technique comprenant les vérifications et les contrôles suivants :

- Vérifications systématiques de la conformité des équipements réalisés avec les plans et les conditions techniques fixées par l'organisme de contrôle réglementaire en marché avec le CH Alpes-Isère (APAVE).
- Toutes vérifications ou essais prescrits au présent titre pourront être effectués si le maître d'ouvrage en manifeste le désir et sans que l'entreprise puisse, en aucune manière, refuser d'y apporter son concours sans réserve.
- Vérification des différentes fournitures faites afin de s'assurer que celles-ci sont conformes aux spécifications techniques ou dans le cas contraire, ont des caractéristiques techniques au moins équivalentes à celles imposées.
- Contrôle des documents fournis par l'entreprise.

La procédure de réception sera fournie par l'entreprise.

Les résultats feront l'objet d'un rapport détaillé.

Toutes déficiences et non-conformités constatées seront immédiatement réparées par l'entreprise.

Après accord des parties et si les conditions de bon fonctionnement et de conformité sont vérifiées, la réception sera prononcée par le maître d'ouvrage.

Toutes les réserves formulées par le maître d'ouvrage ou l'Organisme de Contrôle agréé, devront être levées dans le délai précisé dans le procès-verbal de réception préalable.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter les travaux par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

4.7.2. Levée des réserves et réception finale

La réception finale sera prononcée par le Maître d'Ouvrage à l'achèvement complet des travaux dans la mesure où aucune réserve n'aura été apportée sur la qualité et la conformité de ceux-ci, ou que les réserves listées auront été levées, ainsi que sur la présentation d'une ou plusieurs attestations de conformité établies par l'organisme de contrôle désigné.

La fourniture des plans et schémas conformes à l'exécution fera partie intégrante des conditions de réception.

4.8. Mise en service

L'entreprise devra assurer, après réception, la participation d'un technicien qualifié afin de réaliser la mise en service et la formation des manipulateurs en radiologie et les techniciens biomédicaux.

De plus, un service d'assistance immédiate sera à assurer pour un délai d'un mois après la réception. Cette assistance pourra être réalisée par le recours téléphonique sous conditions d'une intervention dans un délai minimum de la demi-journée.

4.9. Pièces de rechange

L'entreprise proposera un lot de pièces de rechange comportant le minimum nécessaire pour que les techniciens du CH Alpes-Isère puisse effectuer des réparations de premier niveau sur le site, ainsi qu'un jeu d'outillage sous forme de trousse de premier dépannage. Il devra en fournir la liste et les prix unitaires dans sa proposition.

4.10. Formation du personnel et transfert de compétence

L'entreprise devra, à la fin des travaux, procéder à la formation des 3 manipulateurs en radiologie et techniciens biomédicaux chargés de l'exploitation des installations réalisées.

Cette formation prendra la forme d'un transfert de compétence opérationnel afin que les équipes du CH Alpes-Isère puissent assurer le fonctionnement de la table, ainsi que réaliser les interventions de premier niveau :

- Le personnel du CHAI devra donc être formé à toutes les manœuvres nécessaires à l'exploitation correcte des installations.
- Le personnel du CHAI sera familiarisé avec les manœuvres et les verrouillages. Des essais pratiques seront réalisés.
- A l'issue de cette « formation », le personnel du CHAI doit être capable d'exploiter les installations et de réaliser les interventions de premier niveau permettant de rétablir le fonctionnement au minimum des installations dites sensibles en cas de dysfonctionnement.
- Un document de synthèse reprenant les paragraphes du contenu de la formation décrite ci-dessus est établi par le titulaire et remis, basé sur les consignes d'exploitation et d'intervention de premier niveau.

5. Garantie et maintenance

5.1. Continuité de service

Le CHAI étant un hôpital, il doit assurer un service public permanent.

En cas de problème, le titulaire s'engage à prendre toute mesure pour une remise en route pour réparation dans les délais qu'il a fixé dans son offre.

Les pénalités de retard ou d'indisponibilité prévues au CCAP pourront être appliquées.

Le fonctionnement de la maintenance devra donc être assuré sans tarder et les motifs suivants ne pourront être retenus :

- En cas d'arrêt de travail du personnel et de faits de grèves, le titulaire du marché est tenu d'assurer les prestations.
- En cas d'interruption de l'approvisionnement en carburant.
- Les cas d'intempéries pouvant rendre difficile la circulation ne constitueront pas des motifs qui pourront être retenus pour exonérer la responsabilité du titulaire.
- La pandémie de la COVID-19 ou une autre pandémie et ses conséquences ne saurait être des motifs considérés comme force majeure empêchant de respecter les conditions exprimées dans ce marché.

5.2. Garantie des fournitures

L'ensemble des éléments constitutifs de la consultation est garanti 1 an.

L'année de garantie constituera donc la 1^{ère} année du marché de maintenance, et ce à titre gratuit. De fait, la maintenance s'appliquera dès l'admission à l'issue de la prononciation de l'admission définitive ce pour une durée de 4 ans (1 an gratuit et 3 ans payants).

La garantie concerne l'installation de l'ensemble des matériels et équipements fournis. La garantie inclut donc :

- La table
- Le pupitre
- Le générateur
- Les tubes
- Le diaphragme
- Les mécanismes
- Le moniteur
- Les autres matériels
- Le système de câblage

Le périmètre précis des éléments sous garantie sera précisé dans la réponse.

Le point de départ de la période de garantie est la date d'effet de la réception de l'installation.

5.3. Garantie d'exploitation

Toutes les installations faites par l'entreprise sont garanties conformes aux règles de l'art et conformes aux dispositions d'exécution.

5.4. Maintenance des équipements (contrat d'entretien)

L'entreprise proposera un contrat d'entretien de la table de radiologie qu'il aura livré, au-delà de la période de garantie, pour une durée de 3 années supplémentaires.

Ce contrat d'entretien prendra la forme d'un marché de maintenance. Les conditions de la première année de garantie et de la maintenance sur 3 ans seront précisées par le candidat dans sa réponse.

Le prestataire devra être disponible pour effectuer les interventions curatives à tout moment sur appel du CHAI dans les délais d'intervention et de réparation sur lesquels il se sera engagé dans son offre de maintenance.

6. Modalités de suivi de l'exécution de la prestation

6.1. Affectation d'un ROC

Le CHAI souhaite l'affectation d'un responsable opérationnel de compte (ROC) dédié CHAI pour un accompagnement dédié pendant le marché, qui sera l'interlocuteur privilégié du CHAI, disposant des compétences et de la délégation nécessaire à des décisions opérationnelles rapides.

Le soumissionnaire proposera sans surcoût dans sa réponse le rôle précis, le temps consacré pour le CHAI en nombre de jours par semestre, et le CV de cette personne.

6.2. Conseil, suivi de la prestation, plan de progrès

Le titulaire a une obligation permanente de conseil du CH Alpes-Isère dans le cadre de la mise en œuvre et du fonctionnement de la table de radiologie.

Cette obligation se manifeste notamment dans la prise en compte du contexte de l'établissement et de ses attentes, le traitement de ses demandes et le fait de prodiguer des conseils utiles et avisés, traduits par le titulaire par la mise à disposition de compétences tout au long du marché (maintenance incluse).

Il s'engage également à élaborer et transmettre tout document et information relative à la prestation exécutée.

6.3. Comité de pilotage annuel

Le titulaire organisera un comité de pilotage annuel de la prestation qui inclura à minima pour le CHAI, le service de radiologie et les techniciens.

Lors de cette réunion, les échanges viseront, en particulier :

- A faire un bilan de l'utilisation des équipements.
- A exprimer les éventuelles difficultés rencontrées.
- A proposer des axes d'amélioration, d'optimisation.
- A faire un point sur les évolutions réglementaires.

6.4. Evolution de la réglementation

Le présent marché est établi sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire de l'accord-cadre, affectant même de façon mineure l'exécution de l'accord-cadre s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations de l'accord-cadre sans surcoût.

Le CHAI peut conclure, le cas échéant, un avenant au dit accord-cadre afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

6.5. Critères qualité de la prestation

Dans le cadre de la démarche continue d'amélioration de la qualité, l'établissement évaluera la qualité du service fourni par le prestataire sur la base de différents critères : qualité du service rendu, modes de recensement et de prise en compte des besoins, délais de mises en place, procédures de vérification et d'admission des prestations, ponctualité sur les rendus, livrables fournis tels que les manuels d'installation et de paramétrage, les manuels utilisateurs...

Le soumissionnaire fera état dans sa réponse des procédures et de l'organisation qualité en vigueur dans son entreprise.

Il indiquera s'il a nommé un référent qualité, précisera ses missions, fournira son CV et ses certifications.

Le soumissionnaire indiquera également s'il dispose d'un PAQ, s'il est lui-même certifié ISO « Systèmes de management de la qualité » ISO 9001:2015 ou ISO 10010:2022 ou s'il va engager la démarche, sous quelles modalités et sous quel délai.

7. Politique RSE

Le prestataire détaillera dans sa réponse la politique RSE dans lesquels son entreprise est engagée dans le cadre de ce marché.

7.1. Achats en fournitures et équipements objets du marché

- Le soumissionnaire précisera dans sa réponse comment il évalue ses fournisseurs sous les aspects écoresponsables et RSE.
- Le soumissionnaire décrira sa politique d'amélioration des relations fournisseurs.
- Il indiquera sa politique de veille technologique et d'innovation produits et processus.
- Il précisera comment son entreprise limite l'empreinte carbone avec ses fournisseurs.

7.2. Développement durable

- Politique de l'entreprise pour recycler et remettre en état les équipements d'imagerie d'occasion (à détailler)
- Politique de recyclage et/ou la réutilisation des produits et des pièces d'entretien des équipements d'imagerie, en particulier ceux comportant des éléments radioactifs
- Politique de limitation de l'empreinte carbone sur les approvisionnements
- Politique de l'entreprise et investissements réalisés par l'entreprise pour la réduction de la consommation de l'eau, de l'électricité, et du choix d'autres énergies alternatives et/ou durables pour le chauffage et la climatisation, afin en particulier de limiter les émissions de gaz à effet de serre
- Pourcentage de véhicules à faible émission de gaz à effet de serre sur la totalité de la flotte
- Politique de gestion et de réduction, de tri sélectif des déchets

7.3. Sociale

- Politique de montée en compétence interne et de formation sur les équipements proposés
- Politique d'échange et partenariats avec les industriels sur les marques proposées
- Politique de compagnonnage interne des jeunes de la part des seniors
- Pourcentage d'apprentissage
- Politique de recrutement des seniors disposant des compétences techniques sur les équipements
- Politique d'évolution en mobilité interne.